REVUE DE PRESSE



La COI dans les médias entre Le 07 et le 11 juillet 2014

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Conférence ministérielle transport et tourisme aux Seychelles.....2
Sommet des chefs d'état et de gouvernement aux Comores.....14
Energie et environnement.....23
Groupe de soutien Madagascar.....25
Pêche.....26

Retrouvez les retombées média (presse écrite, presse en ligne et télévision) parus cette semaine dans la presse régionale et internationale. Les propos tenus dans ces documents n'engagent que leurs auteurs. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Conférence ministérielle transport et tourisme aux Seychelles

Seychelles NATION

Rencontre des ministres de l'aviation civile et du tourisme de la COI à Kempinski

07-July-2014

Les ministres responsables de l'aviation civile et du tourisme des pays membres de la COI (Commission de l'Océan Indien) se réunissent en ce moment à l'Hôtel Kempinski Resort à Baie Lazare. La conférence de trois jours qui s'achève demain, a pour but de produire des propositions visant une amélioration du service de transport aérien régional et une meilleure intégration économique des Etats membres de la COI.

Prononçant l'allocution d'ouverture de la rencontre hier matin, M. Gilbert Faure, chef exécutif de l'Autorité de l'Aviation Civile des Seychelles, a souligné que si les pays de la région ont évolué individuellement dans leurs efforts pour améliorer les liaisons aériennes avec le reste du monde, il est maintenant nécessaire de le faire entre eux. « Etant donné que nous sommes des pays voisins, nous devons faire en sorte que l'accès aérien entre nos îles nous permet en quelques heures de vol seulement d'être chez l'un et l'autre. L'importance du développement des transports aériens dans notre région est capitale, compte tenu de la concurrence croissante des autres destinations touristiques telles que les Caraïbes et les îles du Pacifique », a-t-il dit.

Dans ce contexte, M. Faure a proposé un espace aérien commun de l'Océan Indien, qui sera au bénéfice économique des pays concernés. « Il existe plusieurs espaces aériens communs dans le monde, notamment dans l'Union Européenne avec la politique du « ciel unique ». Un engagement similaire s'est concrétisé pour les pays membres de l'ASEAN. Ne serait-il pas idéal d'encourager un tel dispositif dans l'Océan Indien, afin de promouvoir un réseau de transport aérien régional intégré et durable qui précipitera l'intégration économique de marché et de développement des États membres de la COI ? », S'est interrogé le chef de l'aviation civile seychelloise.

L'organisation d'une telle conférence fait suite à la demande du 29ème Conseil des Ministres de la COI qui s'est tenu à Moroni, aux Comores, en avril de cette année, pour avoir une discussion de haut niveau sur une éventuelle amélioration du secteur aérien régional. Comme M. Faure l'a fort bien souligné, l'accessibilité par voie aérienne entre nos Etats membres continue de présenter des nombreux défis. Comme certains délégués l'ont sans doute eu l'expérience lors de leurs déplacements afin d'être présents ici, un voyage entre nos îles pourtant séparées d'un millier de kilomètres à peine, peut s'avérer être un parcours de combattant. En effet, avec les escales aujourd'hui nécessaires, la distance parcourue, le temps pris et l'argent dépensé sont multipliés de manière importante. Pendant les deux jours, les discussions sont centrées sur la possibilité de la mise en place d'un marché aérien indien océanique unique, le renforcement de coopération entre les compagnies aériennes nationales et la création d'une compagnie aérienne régionale.

Outre les ministres, la conférence rassemble des partenaires au développement comme l'Union Européenne, des représentants des compagnies aériennes régionales, de l'aviation civile des pays membres ainsi que ceux du secteur touristique.

http://www.nation.sc/article.html?id=242239



Seychelles NATION

COI : Marché unique de l'aviation et compagnie aérienne régionale à l'horizon

09-July-2014

Réunis à l'Hôtel Kempinski Seychelles Resort de Baie Lazare depuis lundi, les ministres responsables du transport aérien et du tourisme des pays de la Commission de l'Océan Indien (COI) se sont résolus à dans l'avenir mettre en place un marché unique de l'aviation et une compagnie aérienne régionale.

La réunion qui s'est achevée hier soir, a également vu la participation du secrétaire général de l'organisation régionale, M. Jean-Claude de l'Estrac ; du ministre seychellois des Affaires étrangères, M. Jean-Paul Adam ; le Ministre du Tourisme et de la Culture, M. Alain St Ange ; le Ministre de l'Intérieur et du Transport des Seychelles, M. Joël Morgan ; ainsi que des représentants de l'Union Européenne, des Iles Vanilles, de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien (UCCIOI) et des compagnies aériennes de la région. Elle avait pour but d'émettre des propositions qui permettront de lever les barrières à l'amélioration du secteur aérien régional et tendre vers l'intégration économique des Etats membres de la COI. Cependant, les ministres ont admis que les propositions relèvent du moyen et long termes et sont liées à l'évolution du marché aérien et aux résultats de la coopération entre les compagnies aériennes existantes.

Entretemps, les compagnies représentées, Air Austral, Air Mauritius et Air Seychelles, ont exprimé la bonne volonté de coopérer pour étendre et optimiser leurs réseaux intra-régionaux et internationaux. Elles vont également étudier les nombreuses opportunités de coopération susceptibles d'être mises en place entre elles sur le court terme. Celles-ci incluent l'optimisation des horaires de vols, la mise en place de vols charters, la facilitation de la circulation des hommes d'affaires, les achats conjoints et le développement de stratégies de marketing communes.

D’après le secrétaire général de l’Autorité de l’Aviation Civile des Seychelles, M. Gilbert Faure, la réunion a permis de formuler des recommandations et d’apporter des conclusions d’ordre technique. Ces propositions seront présentées sous forme de plaidoyer aux présidents des Etats membres lors du sommet présidentiel de la COI qui aura lieu dans deux semaines à Moroni aux Comores.

Deux différentes commissions techniques – un sous-comité d’expert de l’aviation civile et un sous-comité stratégique des compagnies aériennes des Etats membres de la COI – seront maintenant nommées pour pouvoir mener à terme ces deux nouveaux projets régionaux. Elles seront chargées de la mise en œuvre d’une feuille de route dont les objectifs seront les suivants : l’élaboration d’une formule aller-retour en un jour entre les îles, une augmentation de la fréquence aérienne, une meilleure compétitivité et une baisse des coûts d’opération et de tarifs, une augmentation des arrivées touristiques et un accroissement de l’activité cargo aérienne.



Les commissions réuniront des experts des cinq pays membres, à savoir Comores, Réunion, Madagascar, Maurice et Seychelles.

Clôturant la rencontre, le Ministre de l’Intérieur et du Transport des Seychelles, M. Joël Morgan, a souligné qu’un accord commun et bénéfique pour tous est nécessaire afin de développer les marchés touristiques, multiplier les opportunités d’affaires et améliorer la connectivité, actions qui à terme rapprocheront les populations de l’Océan Indien.

« Je reformule le souhait de voir ce que nous avons commencé se poursuivre afin de lever les barrières à la création d’un secteur aérien régional et ainsi répondre aux vœux exprimés par nos populations », a conclu le ministre Morgan.

http://www.nation.sc/article.html?id=242261

AFRICAN AEROSPACE
ONLINE NEWS SERVICE
Aviation, Defence and Space News from Africa



PICTURE: COI

Une vague de changement dans l'océan indien?

«The tide is changing in the Indian Ocean» – Page 40

La Commission de l'océan Indien vient de publier son plaidoyer pour une stratégie aérienne intégrée dans la région. La connectivité aérienne régionale représente de véritables opportunités de développement en Afrique et dans le monde. **Vincent Chappard** *revient sur les propositions concrètes de ce rapport qui préconise une approche coordonnée du transport aérien.*

Le rapport « Les ailes de l'Indianocéanie » s'inscrit dans la suite logique de la conférence sur les enjeux de la desserte aérienne régionale organisée à l'île Maurice, en mai 2013, par la Commission de l'océan Indien (COI).

« Cette conférence a été une prise de conscience collective de la réalité des difficultés et de l'ampleur des problèmes. Elle a également fait émerger que les intérêts nationaux étaient parfois en contradiction avec ceux des compagnies aériennes », déclare Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI.

Cette question de la connectivité aérienne impacte tous les aspects de la société indianocéanique que ce soit l'économie, le commerce, l'éducation, la santé ou encore la culture.

Les compagnies aériennes Air Austral, Air Madagascar, Air Mauritius et Air Seychelles doivent lutter contre les mêmes contraintes d'une offre morcelée et s'adapter à une demande limitée. Elles sont confrontées à une rude concurrence internationale sur les marchés traditionnels de l'Europe et du Moyen-Orient et sur les marchés émergents d'Asie et d'Afrique auxquels elles s'intéressent depuis peu.



Jean-Claude de l'Estrac: «Elle a également fait émerger que les intérêts nationaux étaient parfois en contradiction avec ceux des compagnies aériennes»

Les maux dont souffre la connectivité aérienne au sein des pays de la COI ont été clairement identifiés dans ce rapport. Dans son étude datant de juillet 2013 sur l'océan Indien, la Banque Mondiale pointe du doigt l'étroitesse des routes aériennes régionales de même que les fréquences. Elle souligne également le coût exorbitant des vols intra-régionaux. Ils sont 613 % plus chers que les vols intra-européens et 182 % plus chers que les vols intra-caribéens. La question des taxes demeure un réel problème. Elles comptent pour 35 à 51 % du prix d'un billet d'avion, qu'il soit intra-

Continuer à la page 40

SUITE DE LA PAGE 39

régional ou intercontinental. Le rapport « Travel & Tourism Competitiveness Report 2013 » a recensé le niveau des taxes dans 140 pays. Le Swaziland se trouve à la première place (la plus vertueuse) et le Tchad à la dernière place.

Entre ces deux extrêmes, Madagascar occupe la 83ème place, l'île Maurice la 88ème et les Seychelles la 89ème.

Ce niveau excessivement élevé des prix est dû principalement à l'échec de la mise en œuvre des politiques de libéralisation du transport aérien, les lacunes dans la gestion des compagnies nationales, le protectionnisme, le haut niveau des taxes, le coût élevé des services aéroportuaires ou encore la structure des prix qui décourage les déplacements régionaux. Ce sont malheureusement des phénomènes bien connus sur le continent africain.

Les états membres de la COI sont donc face à de grands défis liés à la connectivité aérienne en Indianocéanie.

« Il y a une prise de conscience de la nécessité de chercher de nouveaux modèles mais j'ai l'impression que chacun est en train de chercher la solution dans son coin alors que notre appel est de mieux coordonner et harmoniser les positions », souligne Jean-Claude de L'Estrac.

❑❑❑❑❑

C'est pour cette raison que le 29ème conseil de la COI a validé en avril dernier l'organisation d'une réunion des ministres des Transports et du Tourisme incluant les compagnies aériennes, l'aviation civile et les opérateurs du tourisme. Cette réunion se tenait aux Seychelles, le 08 juillet 2014, au moment où le magazine allait sous presse. Selon Jean-Claude de l'Estrac, c'est déjà une avancée considérable - voire une première - de réunir ensemble les ministres de l'aviation civile et du tourisme de la COI.

> «Il y a une prise de conscience de la nécessité de chercher de nouveaux modèles.» Jean-Claude L'Estrac

Les participants à cette conférence ont débattu sur des solutions proposées dans le rapport. La proposition principale émane des Seychelles. Le pays propose la mise en place d'un marché unique du transport aérien dans l'Indianocéanie appelé IOSAM (voir encadré).

« Les ailes de l'Indianocéanie » préconisent également une démarche en trois étapes pour répondre aux défis du transport aérien régional. La première est davantage commerciale avec la mise en place d'un « Air Pass » de l'océan Indien avec des offres compétitives. Ces billets seraient intégrés dans le système global de distribution et permettraient, selon les experts de la Banque mondiale, de faire sauter un « goulot d'étranglement significatif ».

La seconde est la remise à plat des accords bilatéraux entre les pays de la COI. Il n'existe pas par exemple de vols entre les Seychelles et Madagascar et il y a peu de fréquences entre Maurice et les Seychelles.

A plus long terme, l'Institution de Bretton Woods et de nombreuses voix soulignent l'intérêt pour la région de disposer d'une compagnie régionale à bas coûts qui donnerait un coup d'accélérateur aux voyages. La compagnie Air Asia en est le plus bel exemple au sein de l'association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Le transport aérien dans l'océan Indien semble se trouver dans une zone de turbulences et désormais l'inaction pourrait mener à la paralysie. « Dans le secteur aérien, il y a beaucoup trop d'acteurs. La consolidation va se poursuivre, elle est nécessaire », écrivait en 2010, Didier Bréchemier, spécialiste du secteur. Cela est d'autant plus parlant que les compagnies aériennes de la région connaissent une situation financière précaire, malgré quelques embellies épisodiques.

Les exemples des nouveaux modèles du transport aérien régional que l'on voit en Europe ou en Asie montrent clairement que la meilleure solution reste celle de la libéralisation, de l'ouverture du ciel, des ententes entre les gouvernements et de la nécessité d'une approche coordonnée comme on le constate à Singapour entre le secteur privé, le tourisme et les compagnies aériennes.

Ces synergies sont prometteuses et une meilleure connectivité aérienne contribue à la croissance, à l'économie, à l'emploi partout dans le monde, en particulier en Afrique. Selon l'IATA, un accroissement de 10 % de la connectivité aérienne entraîne sur le long terme une hausse de 0,07 % de la croissance annuelle. Mais avant d'en arriver là, il faudra, selon Jean-Claude de l'Estrac, convaincre les gouvernements des pays membres de la COI et voir aboutir un certain nombre de décisions précises et concrètes.

Car le prix de l'inaction risque d'être beaucoup plus élevé que celui de l'action.

Un marché aérien unique (IOSAM) pour la COI

Les Seychelles proposent de travailler à un accord-cadre pour la mise en place d'un marché unique de l'aérien appelé IOSAM (Indian Ocean Single Aviation Market) entre les pays membres de la COI. Ce terme évoque le « marché intérieur » européen dans lequel les biens, les services, les capitaux et les personnes, circulent librement. La région serait alors pleinement accessible, à la croisée des routes d'Europe, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique.

L'IOSAM puise sa pertinence dans le cadre juridique de l'ASEAN. Il repose sur deux projets d'accord multilatéral relatif aux passagers et au fret. Sa mise en œuvre progressive pourrait conduire à terme à l'établissement d'un « ciel ouvert » régional. C'est ce cadre général qui pourrait être adopté par les États membres de la COI.

SUMMARY

The tide is changing in the Indian Ocean

A summit meeting looking at proposals to open up air transport in the Indian Ocean was taking place in the Seychelles as *African Aerospace* was going to press.

The meeting, on July 8, was due to feature ministers of transport and tourism, airline officials, tourism operators and civil aviation representatives.

Jean-Claude Estrac, general secretary of the Indian Ocean Commission (IOC), which was coordinating the meeting, described it as a huge step forward – even a first – to bring together the ministers of the various countries represented by the IOC.

The summit followed the IOC's publication of a report into an integrated air strategy for the region – a follow-up action to its May 2013 meeting in Mauritius.

"There is a collective awareness of the reality of the difficulties and the magnitude of the problems," said Estrac. "It is clear that national interests are sometimes at odds with those of the airlines in the region."

In its July 2013 study from the Indian Ocean, the World Bank pointed to the narrowness of regional air routes as well as frequencies. It also highlighted the exorbitant cost of intra-regional flights. They are 613% more expensive than the most expensive intra-Caribbean flights and 182% higher than intra-European flights.

Local tax issues remain a real problem, accounting for between 35 and 51% of the price of a ticket.

The IOC report said air connectivity had an impact on all aspects of society in the Indian Ocean, whether the economy, trade, education, health or culture. Airlines like Air Austral, Air Madagascar, Air Mauritius and Air Seychelles were constrained and facing stiff international competition in the traditional markets of Europe and the Middle East, as well as emerging markets in Asia and Africa.

Radical solutions being discussed at the summit meeting include a Seychelles proposal for the establishment of a single market for air transport in the Indian Ocean and an IOC idea to create an 'air pass' for the region.

IOC was also advocating the overhaul of bilateral agreements between the countries that it represented.

The creation of a low-cost carrier (LCC) for the region was also being considered.

Nouvelle ambition pour la COI : la Communauté des îles de l'Océan indien en marche

Saint Denis, La Réunion | July 6, 2014, Sunday @ 17:53 in En français » POINT DE VUE | By: Christophe Rocheland | Views: 161

(Seychelles News Agency) - A quelques jours de la tenue le 26 juillet prochain à Moroni (Comores) du 4ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Commission de l'Océan indien, retour sur les enjeux de ce sommet et les orientations au menu de ce grand moment de l'agenda de l'intégration régionale des îles de l'océan Indien. C'est lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de la COI, aux Seychelles, archipel de l'Océan Indien à l'occasion de la célébration du 30ème anniversaire de l'Accord de Victoria, que la décision a été prise et annoncée par le dynamique et influent Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac : la tenue du 4ème Sommet de chefs d'Etat et de gouvernement prévu pour en juillet aux Comores.

Le dernier sommet date de 2005 et s'était réuni à Antananarivo. Le Sommet sera précédé d'une réunion du Conseil des ministres. Le président des Comores, Ikililou Dhoinine, recevra ses homologues, le président français **François Hollande** qui a confirmé sa participation, le nouveau président malgache, **Hery Rajaonarimampianina**, ainsi que le président des Seychelles, **James Michel** et le Premier ministre mauricien, Navin Ramgoolam.

Lors de son discours à la cérémonie officielle marquant le 30e anniversaire de l'Accord de Victoria, en présence du président **James Michel** et des ministres des Affaires étrangères des pays membres le Secrétaire général avait alors proposé notamment de changer l'appellation de l'organisation.

« En cette année du 30e anniversaire de l'Accord de Victoria, je ne vois pas de plus beau cadeau que nous pourrions faire à nous-mêmes que de passer l'idée technique de Commission à l'ardente ambition de Communauté. » La question de d'élargissement et ou de l'approfondissement de la COI pourrait également être débattue. L'organisation est aujourd'hui en présence d'une demande du Sri Lanka. Les Maldives ont exprimé un intérêt…

Cette question est complexe et la COI a demandé à ce sujet l'étude d'un expert. Nul doute qu'une solution transitoire serait proposée aux Chefs d'Etat avec à la clef une offre permettant à ces Etats d'integrer progressivement cette future Communauté d'Etat des îles de l'océan Indien.

L'autonomie financière de l'organisation régionale sera également abordée. La COI est financée par les Etats membres pour son administration et par des bailleurs pour ses projets (à 70% par l'Union européenne).

Jean Claude de l'Estrac estime que la COI doit pouvoir compter sur une implication plus forte de ses pays membres, d'autant plus que le principal bailleur, l'Union européenne lie une part de son financement au poids de la contribution financière des Etats membres. Cela pourrait notamment passer par un renforcement de l'accord de contribution de chaque Etat partie au siège du Secrétariat Général basé à Ébène à Maurice.

La connectivité, aérienne, maritime, numérique, audiovisuelle, constituera certainement un des thèmes prioritaires du Sommet, « car elle est une préoccupation majeure de nos Etats », a souligné le Secrétaire général. Pour n'évoquer que l'aspect aérien, un plaidoyer pour une stratégie régionale du transport aérien, « Les Ailes de l'Indianocéanie », a été publié et transmis aux autorités gouvernementales.



Ses conclusions feront l'objet de discussions lors d'une conférence des ministres de l'Aviation civile et des Transports qui se tiendra le 8 juillet prochain aux Seychelles.

« Il en va de la compétitivité de notre région. Je rappelle que les liaisons inter-îles sont 185% plus chers que les vols intra-Caraïbes par exemple sur des distances équivalentes », avait souligné le Secrétaire général.
Dans ce contexte les Seychelles ont proposé l'établissement d'un marché unique du transport aérien dans l'Indianocéanie. Enfin, il est à noter parmi les mesures symboliques attendues de ce prochain sommet l'adoption d'un hymne de l'Organisation. Un acte fort qui renforcera l'identité indiaocéanique que partagent tous les peuples des îles du sud ouest de l'océan Indien. Parmi les prochains rendez vous importants programmés par la COI figurent une conférence sur l'économie bleue, à La Réunion, début octobre 2014 ; la conférence des bailleurs sur la souveraineté alimentaire à Madagascar (septembre/octobre 2014).
Christophe Rocheland est doctorant en Géopolitique à l'Université de La Réunion et Chargé de Mission Coopération au Cabinet de la Présidente du Conseil Général de La Réunion.

Durant sa carrière professionnell il était aussi correspondent pour PANAPRESS (Panafrican News Agency), SABC (South African Broadcasting Corporation), le quotidien d'information 'Témoignages' et Kanal Océan Indien(Radio France Internationale).

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/918/Nouvelle+ambition+pour+la+COI++la+Communaut+des+les+de+lOcan+indien+en+marche

Les Seychelles et les Comores montrent l'exemple au sein de la COI concernant les accès aériens

Baie Lazare, Seychelles | July 9, 2014, Wednesday @ 13:17 in En français » ACTUALITÉS NATIONALES | By: Joana Nicette et Rassin Vannier | Views: 486

(Seychelles News Agency) - L'Union des **Comores** et les Seychelles ont joint l'acte à la parole en devenant les premiers États membres de la **Commission de l'Océan Indien** (**COI**) à renforcer immédiatement leur coopération dans le domaine des **services aériens**, comme souhaité par l'organisation régionale.
Les deux pays ont paraphé mardi soir un accord sur les **services aériens** qui donne un accès aérien illimité à **Air Seychelles** en Union des Comores.

L'accord a été signé en marge de la Conférence ministérielle de la **COI** sur le tourisme et les transports aériens, du côté seychellois par le chef exécutif de l'Autorité de l'aviation civile, Gilbert Faure, et du côté comorien, par le secrétaire général des relations extérieures de l'Union des **Comores**, Inzouddine Hodho.
La conférence a pris fin mardi soir à l'Hôtel Kempinski, à Baie Lazare, quartier situé au sud de Mahé, l'île principale des Seychelles.
L'accord prévoit la réciprocité mais l'Union des **Comores** ne disposant pas de compagnie aérienne nationale, ce sont les Seychelles qui peuvent en jouir actuellement.

La signature de cet accord s'inscrit en droite ligne de la vision partagée des membres de la **COI** de faciliter les voyage aériens entre eux afin d'améliorer la connectivité dans la zone, booster l'économie et les mouvements de populations.
La mise en œuvre de l'accord permettra d'ouvrir de nouveaux horizons aux ressortissants seychellois et vis versa, et plus important, il participera au renforcement du concept des Iles Vanille autorisant la promotion de forfaits de voyage proposant des escales dans les deux États insulaires.
La diaspora comorienne est estimée à 300 000 individus et cet accord lui fournit des routes supplémentaires pour joindre les parents aux Comores.
Le directeur général d'**Air Seychelles** chargé des affaires de la compagnie, Alan Renaud, a estimé que l'accès illimité accordé à la compagnie aérienne seychelloise aux **Comores** est sans précédent et constitue un grand accomplissement pour Air Seychelles. C'est un pas important dans les efforts des Seychelles de voir au moins un vol quotidien entre tous les États de la sous-région.
Quoique n'ayant pas une compagnie aérienne l'Union des **Comores** n'a pas fait mystère, dans les comités mis en place, de sa volonté de travailler en partenaire loyal afin de supprimer tous les obstacles à l'amélioration de la connectivité entre les États de la **COI**, conformément aux recommandations de la Conférence ministérielle de la **COI** sur le tourisme et les transports aériens.

Vers l'amélioration de la connectivité aérienne entre les États de la COI

C'est le ministre seychellois de l'Intérieur et des Transports, Joel Morgan a donné le coup d'envoi de la conférence ministérielle du transport aérien et du tourisme des pays membres de la **Commission de l'Océan Indien** (**COI**) mardi matin.
La conférence a considéré en priorité les recommandations qui ont été faites lors de la rencontre du comité technique qui a élaboré les grands enjeux pour aboutir à une collaboration plus étroite dans le domaine du transport aérien et du tourisme.
Cette collaboration vise à l'exploitation du potentiel croissant de la région en tant que destination touristique et aussi à la simplification du déplacement inter île.

Suite aux deux journées de travail du comité technique, les délégués ont convenu d'établir deux comités des experts, un qui inclura des représentants des compagnies aériennes et un autre qui regroupera les experts dans le domaine de l'aviation civile.
Les deux comités auront des cahiers de charges respectifs et ils devront se rencontrer avant la fin du mois d'octobre de cette année.

Les comités sont obligés de soumettre un rapport de leurs travaux pour approbation du conseil des ministres de la **COI** qui aura lieu tôt l'année prochaine.
Le mandat de ces deux comités sera de trouver les moyens d'aboutir à la réalisation de trois grands enjeux d'une coopération régionale renforcée; la mise en place d'un marché unique du transport aérien, la création d'une compagnie aérienne régionale et les opportunités de coopération entre les compagnies aériennes nationales de la région.

Dans leur considération, le comité des experts aériens sont surtout chargé d'adresser les sujets de l'optimisation, des partenariats et des alliances stratégiques et la complexité de l'enjeu.
Dans leurs allocutions lors de la cérémonie de l'ouverture, le ministre seychellois de l'intérieur et aux transports, aussi bien que le ministre du tourisme et de la culture ont souligné l'enjeu pour les Seychelles de pousser pour une libéralisation de l'espace aérien entre les pays membres de la **COI** pour éventuellement aboutir au minimum à la réalisation d'une fréquence journalière de vol entre les îles de la région

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/940/Les+Seychelles+et+les++Comores+montrent+le+exemple+au+sein+de+la+COI+concernant+les+accs+ariens

Seychelles and Union of Comoros lead the way in regional air travel cooperation amongst IOC members

Baie Lazare, Seychelles | July 8, 2014, Tuesday @ 21:38 in Business » TOURISM | By: Joana Nicette | Views: 309

(Seychelles News Agency) - The Union of **Comoros** and Seychelles have put their words into action in regards to the strengthening of air travel cooperation between the member states of the **Indian Ocean Commission** (IOC).

The two countries have this evening signed an air services agreement which gives **Air Seychelles** unlimited **air access** to the Union of Comoros.

The signing of the agreement took place on the sidelines of the Ministerial Conference of the Tourism and Air Transport Ministers of the **Indian Ocean commission**, which ended over an hour ago at the Kempinski Resort at Baie Lazare, southern district of the main Seychelles island of Mahé.

The Chief Executive of the archipelago's Civil Aviation Authority Gilbert Faure signed on Seychelles' behalf while the Principal Secretary for External Relations of the Union of the **Comoros**, Inzouddine Hodhoaer did the honors for his country.

The agreement is reciprocal but as the Union of **Comoros** does not have a national airline at present, it is the Seychelles sides which stands to enforce its implementation.

This signing is in line with the declared vision of the sub-region to facilitate air travel between them for the benefit of their economies and ultimately their populations.

Once activated the Seychelles - **Comoros** flight will open up avenues for Seychellois to travel to **Comoros** and vice versa and just as importantly, it will provide for the reinforcing of the Vanilla Islands concept by enabling the promotion of travel packages which offer stop overs in the two island states.

The Union of **Comoros** has a diaspora of around 300,000 and the agreement will provide them with an additional option of routes when they travel home to visit their relatives.

Air Seychelles' General Manager for Corporate Affairs Alan Renaud said that the unlimited access to the **Comoros** is unprecedented and a big accomplishment for the national airline. It is also another step in the country's endeavor for there to be at least a daily flight between all the states of the sub-region.

Despite not having its own airline the Union of **Comoros** have reiterated its intention to be a full partner in the committees set up to work towards the vision of removing all barriers to increased connectivity among the states of the IOC, as adopted by the Ministerial Conference of the Tourism and Air Transport Ministers of the commission.

Les Seychelles et les Comores signent un accord d'accès aérien illimité

Les Comores et les Seychelles viennent de signer un accord sur les services aériens qui donne un accès aérien illimité à Air Seychelles aux Comores, a annoncé mercredi à Port-Louis un porte-parole de la Commission de l'océan Indien (COI).

L'accord prévoit la réciprocité, mais les Comores ne disposant pas de compagnie aérienne nationale, ce sont les Seychelles qui peuvent en jouir actuellement.

La signature de cet accord s'inscrit en droite ligne de la vision partagée des membres de la COI de faciliter les voyages aériens entre eux afin d'améliorer la connectivité dans la zone, booster l'économie et les mouvements de populations.

"C'est un pas important dans les efforts des Seychelles de voir au moins un vol quotidien entre tous les États de la sous-région", a affirmé le directeur général d'Air Seychelles chargé des affaires de la compagnie, Alan Renaud.

http://french.cri.cn/621/2014/07/11/102s392056.htm

ForImmediateRelease.Net

Seychelles gives green light for delegates of Ministerial Conference for Tourism and Transport to come out with important resolutions for forthcoming Head of State summit in Comoros

July 10, 2014 in Travel Related

(Forimmediaterelease.net) "High tourism taxes is a hindrance to regional travel," said Jean Claude de L'Estrac, the Secretary General of the Indian Ocean Commission (IOC), during the official launching of the Indian Ocean Commission Ministerial Conference for Tourism and Transport that was held this week in the Seychelles. The conference painted a picture of why traveling within the Indian Ocean Island destinations was more expensive than the European Union. Present also at the meeting was Minister Jean-Paul Adam, the Seychelles Minister responsible for Foreign Affairs.

The Indian Ocean Commission is of the consensus that tax is one of the key components which is hindering robust tourism growth in the region. Although the Indian Ocean Commission is in agreement that high tourism tax impacts heavily on tourism growth in the region, its Secretary General took the argument to the next level by putting at cause the lack of air connectivity within islands of Indian Ocean.

The region is of agreement that open air space and a low-cost regional airline could beef up tourism growth. The Seychelles Minister responsible for Tourism and Culture, Mr. Alain St.Ange, said in his intervention at the official opening of Indian Ocean Commission Ministerial Conference for Tourism and Transport that delegates of the meetings work together for strong resolutions to be tabled in the forthcoming Heads of State and of Government summit of Indian Ocean Commission which will be held in the Comoros.

"We are obliged to leave the Ministerial meeting with strong resolutions. It is not acceptable that we spend two years discussing about the future of our Islands, and still go empty-handed to the Head of State summit. Tourism is a primary sector in the Indian Ocean region. We are all happy when it grows, but when it stagnates, the region suffers, and our respective islands individually suffer as a result," said Minister St.Ange of the Seychelles.

Minister St.Ange said one of the key formal resolutions that should come out of the meeting is open air space within the islands of the Indian Ocean.

"It will take time to create a regional airline company, because it can only happen after we have agreed on an open air space between ourselves for our respective airlines to adequately connect our region. Sometime it is easier for the Indian Ocean Islands to give air access to international carriers rather than privileging its own regional companies. We should be able to work for our region and put our mouth where our money is," Alain St.Ange, the Minister of Tourism and Culture said.

Minister St.Ange also spoke on a resolution for islands of the Indian Ocean to allow regional carriers to operate at least one daily flight to each of the Indian Ocean Commission island member destinations.

"At this point in time it will be impossible for all islands of the Indian Ocean Commission to agree to open its air space for the daily flights of regional carriers. But one or two islands can take the lead. We will then make sure that these airlines are regionally branded," Minister St.Ange said, further explaining that some islands of the Indian Ocean have the potential to become a regional hub.

"Seychelles is a small island, and we do not aspire to become the big regional hub. It's true we are well positioned in the Indian Ocean region. But our Indian Ocean region has the potential to house a big airline hub, and the first island to move will claim that needed facility," Minister St.Ange said.

It was Minister Joel Morgan, the Seychelles Minister responsible for Internal Affairs and Transport, who officially declared the Ministerial Meeting open after addressing delegates from all the Indian Ocean islands who had gathered at the Kempinski Resort for the three-day meeting.

MEDIA CONTACT: email: seychellesupdatednews@googlemail.com

http://www.forimmediaterelease.net/pm/10452.html

Sommet des chefs d'état et de gouvernement aux Comores



Posted by Constellation.com on juil 7, 2014 in Dépêches | 0 comments

A quelques jours de la tenue le 26 juillet prochain à Moroni (Comores) du 4ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Commission de l'Océan indien, retour sur les enjeux de ce sommet et les orientations au menu de ce grand moment de l'agenda de l'intégration régionale des îles de l'océan Indien.

C'est lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de la COI, aux Seychelles, archipel de l'Océan Indien à l'occasion de la célébration du 30ème anniversaire de l'Accord de Victoria, que la décision a été prise et annoncée par le dynamique et influent Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac : la tenue du 4ème Sommet de chefs d'Etat et de gouvernement prévu pour en juillet aux Comores.

Le dernier sommet date de 2005 et s'était réuni à Antananarivo. Le Sommet sera précédé d'une réunion du Conseil des ministres.

Le président des Comores, Ikililou Dhoinine, recevra ses homologues, le président français François Hollande qui a confirmé sa participation, le nouveau Président malgache, Hery Rajaonarimampianina, ainsi que le président des Seychelles, James Michel et le Premier ministre mauricien, Navin Ramgoolam.

Lors de son discours à la cérémonie officielle marquant le 30ème anniversaire de l'Accord de Victoria, en présence du président James Michel et des ministres des Affaires étrangères des pays membres le Secrétaire général avait alors proposé notamment de changer l'appellation de l'organisation.

« En cette année du 30ème anniversaire de l'Accord de Victoria, je ne vois pas de plus beau cadeau que nous pourrions faire à nous-mêmes que de passer l'idée technique de Commission à l'ardente ambition de Communauté. »

La question de d'élargissement et ou de l'approfondissement de la COI pourrait également être débattue.

L'organisation est aujourd'hui en présence d'une demande du Sri Lanka. Les Maldives ont exprimé un intérêt…

Cette question est complexe et la COI a demandé à ce sujet l'étude d'un expert. Nul doute qu'une solution transitoire serait proposée aux Chefs d'Etat avec à la clef une offre permettant à ces Etats d'intégrer progressivement cette future Communauté d'Etat des îles de l'océan Indien.

L'autonomie financière de l'organisation régionale sera également abordée. La COI est financée par les Etats membres pour son administration et par des bailleurs pour ses projets (à 70% par l'Union européenne).

Jean Claude de l'Estrac estime que la COI doit pouvoir compter sur une implication plus forte de ses pays membres, d'autant plus que le principal bailleur, l'Union européenne lie une part de son financement au poids de la contribution financière des Etats membres. Cela pourrait notamment passer par un renforcement de l'accord de contribution de chaque Etat partie au siège du Secrétariat Général basé à Ébène à Maurice.

La connectivité, aérienne, maritime, numérique, audiovisuelle, constituera certainement un des thèmes prioritaires du Sommet, « car elle est une préoccupation majeure de nos Etats », a souligné le Secrétaire général. Pour n'évoquer que l'aspect aérien, un plaidoyer pour une stratégie régionale du transport aérien, « Les Ailes de l'Indianocéanie », a été publié et transmis aux autorités gouvernementales.

Ses conclusions feront l'objet de discussions lors d'une conférence des ministres de l'Aviation civile et des Transports qui se tiendra le 8 juillet prochain aux Seychelles.
« Il en va de la compétitivité de notre région. Je rappelle que les liaisons inter-îles sont 185% plus chers que les vols intra-Caraïbes par exemple sur des distances équivalentes », avait souligné le Secrétaire général.
Dans ce contexte les Seychelles ont proposé l'établissement d'un marché unique du transport aérien dans l'Indianocéanie.
Enfin, il est à noter parmi les mesures symboliques attendues de ce prochain sommet l'adoption d'un hymne de l'Organisation. Un acte fort qui renforcera l'identité indiaocéanique que partagent tous les peuples des îles du sud ouest de l'océan Indien.
Source : seychellesnewsagency.com
http://www.constellation-business.com/depeche-du-07072014-nouvelle-ambition-pour-la-coi-la-communaute-des-iles-de-locean-indien-en-marche/

Sommet de la COI : "Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble"

Sommet de la COI : "Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble"

«Indianocénie, un avenir à bâtir ensemble », c'est le thème du 4ème Sommet de la Commission de l'Océan Indien, qui a été adopté au cours de la réunion ministérielle préparatoire du sommet de la COI, qui s'est tenue à l'Hôtel Ibis d'Ankorondrano le 03 Juillet dernier.Les participants se sont accordés sur l'ordre du jour du Sommet dans son ensemble, ordre du jour qui va être finalisé lors du Conseil des Ministres du 24 Juillet avant la tenue du Sommet proprement dit.
Cette réunion, rappelons-le, s'est tenue sous l'égide de Arisoa Lala Razafitrimo, ministre malgache des Affaires étrangères et présidente du Conseil de la COI, avec la participation d'une forte délégation de l'Union des Comores, pays hôte du Sommet, conduite par El-Anrif Said Hassane, ministre des Relations extérieures de l'Union des Comores. La République de Maurice ainsi que la République des Seychelles ont été représentées respectivement par Dav Phokeer et Callixte d'Offay, ambassadeur et Conseiller Spécial du Président seychellois.
Madame l'ambassadeur Claudine Ledoux a conduit la délégation France-Réunion.
La réunion s'est déroulée dans une atmosphère cordiale, avec des échanges plus que fructueux.
L'hymne de la COI fut officialisé au cours de cette assise. Il sera entonné pour la première fois lors de ce Sommet. Les participants ont reconnu unanimement la réussite de la rencontre et envisagent avec optimisme le déroulement du Sommet qui se tiendra dans une vingtaine de jours.

http://matv.mg/?p=48366

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

COI—IVE SOMMET LE 26 JUILLET: Possible escale de François Hollande à Maurice

ARTICLE PARU DANS LE MAURICIEN | 10 JUILLET, 2014 - 15:45

Le président de la République française François Hollande pourrait faire escale à Maurice le 26 juillet, soit après être descendu la veille à La Réunion et avant de se rendre aux Comores pour le IVe Sommet de la Commission de l'océan Indien (COI). Aucun détail n'a cependant encore été révélé au sujet de son programme, mais devrait rencontrer le Premier ministre, Navin Ramgoolam, qui participera également à la réunion des chefs d'État de la COI.
Ce Sommet, qui constitue un temps fort du dialogue politique pour la région, sera présidé par Hery Rajaonarimampianina, Président de Madagascar, qui assure la présidence du Conseil de la Commission de l'océan Indien. Le Président français, son homologue seychellois, James Michel, et le Premier ministre mauricien participeront aux travaux du Sommet, placé sur le thème "Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble". L'esprit de coopération régionale et l'ambition portée par la COI et ses pays membres seront au centre des débats des chefs d'État et de gouvernement. Ce IVe Sommet sera l'occasion de prendre la mesure de la montée en puissance de l'organisation régionale autant que de donner l'impulsion politique et stratégique nécessaire à son rôle dans la construction d'une Indianocéanie toujours plus solidaire et de croissance durable.
Outre les délégations des pays membres, conduites par les chefs d'État et de gouvernement, le IVe Sommet de la COI verra la participation de hauts représentants des partenaires au développement, des organisations régionales de l'Afrique orientale et australe, ainsi que des pays de l'océan Indien. Le Sommet sera précédé par un Comité des Officiers permanents de liaison de la COI et un Conseil des ministres extraordinaire, respectivement les 23 et 24 juillet à Moroni.
Les préparatifs en vue de ce Sommet ont par ailleurs fait l'objet d'une réunion des ministres des Affaires étrangères à Madagascar jeudi dernier. Le ministre des Affaires étrangères, Arvin Boolell, n'avait pas pu y participer en raison de la reprise des travaux parlementaires le même jour.

HTTP://WWW.LEMAURICIEN.COM/ARTICLE/COI-IVE-SOMMET-26-JUILLET-POSSIBLE-ESCALE-FRANCOIS-HOLLANDE-MAURICE

COI | IVe Sommet le 26 juillet

Possible escale de François Hollande à Maurice

Le président de la République française François Hollande pourrait faire escale à Maurice le 26 juillet, soit après être descendu la veille à La Réunion et avant de se rendre aux Comores pour le IVe Sommet de la Commission de l'océan Indien (COI). Aucun détail n'a cependant encore été révélé au sujet de son programme, mais devrait rencontrer le Premier ministre, Navin Ramgoolam, qui participera également à la réunion des chefs d'État de la COI.

Ce Sommet, qui constitue un temps fort du dialogue politique pour la région, sera présidé par Hery Rajaonarimampianina, Président de Madagascar, qui assure la présidence du Conseil de la Commission de l'océan Indien. Le Président français, son homologue seychellois, James Michel, et le Premier ministre mauricien participeront aux travaux du Sommet, placé sur le thème *"Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble"*. L'esprit de coopération régionale et l'ambition portée par la COI et ses pays membres seront au centre des débats des chefs d'État et de gouvernement. Ce IVe Sommet sera l'occasion de prendre la mesure de la montée en puissance de l'organisation régionale autant que de donner l'impulsion politique et stratégique nécessaire à son rôle dans la construction d'une Indianocéanie toujours plus solidaire et de croissance durable.

Outre les délégations des pays membres, conduites par les chefs d'État et de gouvernement, le IVe Sommet de la COI verra la participation de hauts représentants des partenaires au développement, des organisations régionales de l'Afrique orientale et australe, ainsi que des pays de l'océan Indien. Le Sommet sera précédé par un Comité des Officiers permanents de liaison de la COI et un Conseil des ministres extraordinaire, respectivement les 23 et 24 juillet à Moroni.

Les préparatifs en vue de ce Sommet ont par ailleurs fait l'objet d'une réunion des ministres des Affaires étrangères à Madagascar jeudi dernier. Le ministre des Affaires étrangères, Arvin Boolell, n'avait pas pu y participer en raison de la reprise des travaux parlementaires le même jour.

JMP

Le blog de Aimons les Comores

Vers une communauté des Etats de l'Océan Indien?

Vers une communauté des Etats de l'Océan Indien?

A 17 jours de la tenue du 4e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien, la partie comorienne se dit prête à l'accueillir. Mais au cœur des préparatifs, une question revient souvent dans les échanges entre les Etats membres : celle liée au changement d'appellation de la Commission.

L'Union des Comores va accueillir le 26 Juillet prochain, le 4e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien (COI). Dans ce cadre, différentes délégations étrangères sont venues s'enquérir de l'état d'avancement des travaux sur le sommet. Hier après midi, une délégation française a foulé le sol comorien pour faire le point sur le sommet. « Une délégation de précurseurs français est venue pour faire le point sur le sommet. Cette délégation intervient à chaque fois que le président français fait une sortie officielle », lance Abdourahim Said Bakar, le président du Comité National pour l'organisation du sommet. Niveau organisation, le président de la commission rassure que toutes les dispositions ont été prises tant au niveau de l'accueil, du transport, de l'hébergement mais aussi sur les lieux des travaux. « A ce stade, je pense que toutes les dispositions ont été prises pour tenir un sommet dans les meilleures conditions », avance-t-il. Dans le cadre des préparatifs, un conseil des ministres a été tenu à Antananarivo le 3 Juillet dernier. Ce dernier consistait à arrêter les thèmes, le déroulement et le programme. Parmi les thèmes retenus, on peut citer les perspectives de la jeunesse de l'Océan Indien, un enjeu important pour la commission. Mais le débat portait surtout sur le changement d'appellation de la commission. Selon une source proche du dossier, la partie comorienne reste ferme sur cette question. « Il ne faut pas se voiler la face. Les Comores restent fermes sur cette question. Nous voulons des explications sur ce changement de nom. Pourquoi on change le nom et quels seront les enjeux s'il y a ce changement d'appellation », s'interroge un haut responsable sous l'anonymat. Sur le conseil des ministres qui s'est tenu à Madagascar, il semblerait que les autres Etats membres de la COI étaient d'accord sur le changement d'appellation. Les Comores se retrouvent donc seules à refuser l'appellation « communauté des îles de l'océan indien ». Toutefois, les Comores peuvent compter sur les textes qui avaient mis en place la COI. « Pour qu'il y ait changement d'appellation, il faudrait qu'il y ait un consensus entre les Etats mais on ne procède pas à un vote. Connaissant la rigueur et le fonctionnement de la COI, je reste convaincu qu'une solution sera trouvée à Moroni », poursuit notre interlocuteur. Sur cette question, la décision sera prise lors du prochain conseil des ministres. Selon des observateurs politiques à Moroni, une « communauté des iles de l'Océan indien » serait la porte ouverte à une éventuelle adhésion de l'île comorienne de Mayotte, une hypothèse analysée avec beaucoup d'inquiétude au sein de la classe politique, restée inflexible sur la revendication de cette quatrième île de l'archipel sous administration française. Mohamed Youssouf

http://watwan.over-blog.com/2014/07/vers-une-communaute-des-etats-de-l-ocean-indien.html

Al-watwar
Le premier journal des Comores

“Aime la vérité, mais pardonne à l’erreur” . *Voltaire*

Al-watwan

LE PREMIER JOURNAL DES COMORES. 29e année. N°2467 du mardi 8 juillet 2014. Directeur de la publication : Mohamed Abdou Soimadou

39e fête de l’indépendance : Un anniversaire célébré partout dans l’Union

***Les Comores ont célébré, dimanche, le trente-neuvième anniversaire de leur indépendance proclamée** unilatéralement le 6 juillet 1975. Des festivités ont été organisées dans l’ensemble des îles dans l’Union pour marquer l’événement. Depuis vendredi 4 juillet, les festivités avaient débuté avec un hommage aux dignitaires disparus qui ont combattu pour l’accession des Comores à la souveraineté internationale. Mais c’est à la Place de l’indépendance, dans la capitale comorienne, que s’est déroulée dimanche la cérémonie solennelle. Des hôtes de marques ont également pris part à cette célébration, notamment un ministre malgache, des diplomates et des hauts gradés de l’armée américaine et de la gendarmerie réunionnaise.*

Lire pages 3, 4 et 5


Revue des troupes

LIRE EGALEMENT

Coopération militaire : Un accord avec les Usa

***La signature d’un accord de «soutien mutuel» entre les forces armées comoriennes et américaines a eu lieu le dimanche à Kandani.** Cette signature intervient deux jours après la ratification de l’accord entre les Comores et les Etats-Unis d’Amérique relatif au «statut du personnel militaire». Les Comores sont le vingtième pays du continent à signer ce genre d’accord avec son pays, la centième Nation sur le plan mondial. Hamada Madi a justifié ces accords par le souci du pays à vouloir intégrer les organisations internationales.*

Lire page 5

Changement dans la Coi : Le débat renvoyé à Moroni

***La réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères de la Coi, qui s’est tenue le 3 juillet dernier** à Antananarivo, a échoué à mettre toutes les parties d’accord sur la nouvelle dénomination de l’organisation régionale. La question est renvoyée au prochain conseil des ministres, prévu le 25 juillet à Moroni. En réalité, le débat est plus complexe qu’il n’y parait. Par contre, l’on connait déjà le thème du IVème sommet de la Coi qui aura lieu à Moroni le 26 juillet et ce, pour la première fois. Il portera sur «l’insularité» et «les changements climatiques».*

Lire page 7

Travaux d’entretien périodique des routes nationales en Union des Comores
- EuropeAid/135766/IH/WKS/KM

Le Ministère des Finances, de l’Economie, du Budget, des Investissements, du Commerce Extérieur, chargé des Privatisations, Ordonnateur National du FED
, Représenté par la Cellule d’Appui à l’Ordonnateur National du FED (CAON)
, Maison des Projets, Boulevard de la Corniche, envisage d’attribuer un marché de travaux pour <<Les travaux objet du présent appel d’offre consistent en l’entretien périodique des routes nationales en unions des Comores sur un linéaire de 118 km, financé par le Programme d’Appui au Développement Durable du Secteur des Transports du 10ème FED.

Le dossier d’appel d’offres peut être consulté à l’adresse suivante:

Le Ministère des Finances, de l’Economie, du Budget, des Investissements, du Commerce Extérieur, chargé des Privatisations, Ordonnateur National du FED
c/o Cellule d’Appui à L’ordonnateur National du FED (CAON)

Un changement de nom pour la Coi
Le débat renvoyé au prochain Conseil des ministres

La réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères de la Coi, qui s'est tenue le 3 juillet dernier à Antananarivo, a échoué à mettre toutes les parties d'accord sur la nouvelle dénomination de l'organisation régionale. La question est renvoyée au prochain conseil des ministres, prévu le 25 juillet à Moroni. Par contre, l'on connait déjà le thème du IVème sommet de la Coi. Il portera sur «l'insularité» et «les changements climatiques».

Communauté des îles ou des Etats de l'Océan indien? Le débat sur la nouvelle dénomination de la Commission de l'Océan indien (Coi) n'en finit pas de diviser les Etats membres de l'organisation régionale. Déjà, en avril dernier à Moroni, les ministres des Affaires étrangères de la zone avaient longuement discuté de la question sans être parvenus à un compromis. *«Nous avons tous un destin commun et cela doit se refléter dans la dénomination de notre institution»*, avait estimé le chef de la diplomatie malgache de l'époque, Jean Ulrich Andriantiana. Et d'ajouter: *«les discussions vont continuer; rien n'est tabou»*.

Mais voilà que quatre mois après, les positions sont restées figées. A seulement trois semaines du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, les parties ont échoué, une fois encore, à convenir d'une position commune sur le sujet. Et rien ne dit non plus que le 25 juillet prochain, les ministres arriveront à accorder leurs violons. En réalité, le débat est plus complexe qu'il n'y paraît. S'il s'agissait d'une simple dénomination, qui ne donnera lieu à aucune revision des textes fondamentaux de l'organisation, peut-être n'y aurait-il pas eu toutes ces réticences. Mais, la réalité est beacoup plus prosaïque.

«Sur le principe, nous ne nous opposons pas à ce changement de nom, tout dépend du contenu qu'on veut y mettre», précise un haut fonctionnaire du ministère comorien des Relations extérieures (Mirex). A Moroni, l'on craint, notamment, que ce changement de dénomination n'ouvre la voie à l'intégration, à moyen ou long terme, de l'île comorienne de Mayotte au sein de l'organisation régionale en tant qu'entité à part entière.

A part cette question d'appellation, la France demande que sa délégation porte désormais le nom de *«France»* au lieu de *«France/Réunion»*. Mais, sur ce sujet, une source du Mirex indique que le protocole d'adhésion de la République française à l'Accord général de coopération entre les Etats de la Coi stipule, en son article premier, que cette adhésion lui a été accordée *«pour permettre à son département et sa région de La Réunion de participer à la coopération régionale réalisée au sein de la Coi»*. Autrement dit, la requête française n'est plus recevable.


coi avril à moroni

Mohamed Inoussa

Lancement du «Pôle mèr
enfant» au Chn El-Maaro


Le vice-président
l'ambassadeur d

Le vice-président en charge du ministère de la Santé et l'ambassadeur de France ont procédé, samedi à Moroni, au lancement du projet «Pôle mère-enfant» à El-Maarouf. Les travaux seront axés sur la reconstruction de la maternité, notamment ses services de gynécologies et d'obstétriques, la rénovation du service de néonatologie, une organisation de la circulation et la mise en commun d'un certain nombre d'équipement entre ces différentes composantes. Le budget initial est estimé à 1,5 million d'euros pour la rénovation et près d'un million pour l'équipement.

L'ambassadeur Philippe Lacoste a affirmé que ce nouveau ''pôle mère-enfant'' doit permettre de traiter les cas les plus difficiles à Moroni. *«On prévoit 15 mois de travaux plus les dém L'année 2015 étant essent pour la phase étude, si tou tout prendra fin en février* t-il souligné.

Le vice-président Fouad s'est réjoui de l'apport de ration française. *«Nous accélérer les Omd 4 et 5, sages-femmes à ne pas at femmes qui accouchent m en contact avec elles, elles. Ainsi, les personnes veront à faire accoucher femmes dans les milieux liers seront récompensé formation des spéciali importante... Nous avons de Samba nkuni qui dem ressources humaines com de Bambao-mtsanga»*, annoncé le ministre de la

Abouhariat Saïd

Business MAGAZINE
L'HEBDO ÉCONOMIQUE DE MAURICE Rs 75 - 22e année - n° 1121 - du 26 février - 4 mars 2014 - www.businessmag.mu

sont basés à La Réunion, plus un chercheur à Mayotte. La Direction Régionale Réunion/océfecture de La Réunion/Région Réunion, notamment sur les axes suivants : santé animale Recherche-Éducation réunissant l'ensemble des partenaires de nos îles.

Comores. Tenue du quatrième sommet de la COI fin juillet

Les préparatifs vont bon train en vue du quatrième sommet de la Commission de l'océan Indien (COI) qui se tiendra à Moroni, aux Comores, les 26 et 27 juillet. En amont, une réunion ministérielle aura lieu jeudi 3 juillet, à Antananarivo, Madagascar, afin que les délégations des pays participants puissent définir l'agenda du sommet et se mettre d'accord sur le thème de l'événement.

Le quatrième sommet de la COI sera marqué par la visite du président français François Hollande. Il y a également de fortes probabilités que le président malgache Hery Rajaonarimampianina fasse le déplacement



ainsi que son homologue des Seychelles, James Alix Michel et le Premier ministre mauricien Navin Ramgoolam. L'ouverture se fera au palais présidentiel de Beit Salam alors que les travaux se dérouleront au Palais du Peuple.

LE FIGARO

Des îles en quête d'autonomie énergétique

Par Marc Cherki

Publié le 07/07/2014 à 18:07

Les territoires insulaires comme les Canaries, la Réunion et l'île de Jeju en Corée du Sud font le pari des énergies renouvelables pour arrêter d'importer des énergies fossiles et lutter contre le réchauffement climatique.

)

La recherche d'autonomie énergétique des îles va-t-elle aider le développement des **énergies renouvelables** et faire progresser la lutte contre le changement climatique? C'est dans ce contexte que l'île de la Réunion a accueilli fin juin une conférence internationale consacrée «aux îles et au changement climatique». Face à cette préoccupation, **Nicolas Hulot**, envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète, a invoqué le pasteur Martin Luther King pour rappeler l'enjeu: «Nous sommes contraints à vivre ensemble comme des frères ou à tous mourir ensemble comme des idiots.» Mieux, l'avocat de l'environnement a rappelé que «dans les îles, chacun a conscience des limites physiques de son territoire. Contrairement aux citoyens du monde qui n'ont pas encore pris conscience de la finitude des ressources de la planète. Je serai donc heureux d'être votre porte-voix. Car derrière le destin des îles, c'est l'avenir de l'humanité qui se décide. Sans le savoir nous sommes tous des îliens».

La **transition énergétique** totale est déjà engagée dans certains archipels. Aux Canaries, **l'île del Hierro doit devenir, vers la fin de l'année, la première à être 100 % approvisionnée en électricité renouvelable**. Le parc d'éoliennes est associé à un «Step» (Station de transfert d'énergie par pompage) pour stocker l'eau dans un grand bassin à 700 mètres au-dessus du niveau de la mer. Quand le vent faiblit, l'énergie hydraulique prendra le relais et pourra même servir à filtrer et à adoucir l'eau de mer.

Objectif «zéro carbone» en Corée du Sud

Le délégué coréen Chan-won Lee a expliqué que la transition énergétique totale était engagée pour l'île touristique de Jeju, en Corée du Sud, qui affiche un

objectif «zéro carbone». Forte d'un demi-million d'habitants, l'île d'une superficie de 1848 km2 a recours aux énergies marines, éoliennes et solaires pour alimenter son réseau électrique intelligent. Un système de stockage d'énergie électrique est envisagé pour rendre ses 321.000 véhicules électriques en 2030. Sa voisine de Gapado est elle aussi engagée dans cette conversion. **La Réunion** a également connu une période où presque 100 % de l'électricité était renouvelable grâce à l'énergie hydraulique. «C'était en 1984, à l'époque, l'ensemble des barrages suffisaient à satisfaire les besoins en électricité de l'île», rappelle Nicolas Buriez, responsable du développement d'EDF dans l'océan Indien. Actuellement, 37 % de l'électricité produite est d'origine renouvelable, avec 53 % des capacités de production dans l'île. Après un fort développement de la consommation électrique, suivant l'essor de la population, la croissance des renouvelables ralentit. «Les chauffe-eau solaires équipent un tiers des foyers. Ils sont obligatoires pour les nouveaux logements sociaux», précise Jean-Claude Futhazar, directeur adjoint du développement durable à la région Réunion qui ajoute que «la campagne de promotion d'EDF pour des ampoules à basse consommation à 1 euro a connu un vif succès avec la vente de 600.000 ampoules en deux semaines».

Des fermes solaires sur l'île de la Réunion

Mais l'île de la Réunion reste contrainte par sa surface limitée et son relief volcanique. Pour réduire l'emprise au sol des stations photovoltaïques, l'idée de fermes solaires résistantes aux cyclones a germé. «Tout a commencé ici, à la Réunion, il y a six ans», rappelle Éric Scotto, président du français Akuo Energy, qui a développé sur l'île trois générations de projets. Dans la commune du Tampon, une ferme produit 1 MW d'électricité. Sa culture d'ananas sur 1,5 ha a été reconvertie en une exploitation horticole (lys, anthurium, orchidées, etc.), sous serre, où la moitié des toits sont recouverts de panneaux solaires. «Nous allons exporter le concept en Indonésie, notamment sur l'île de Lombok, où l'électricité sera moins coûteuse sur vingt ans que celle produite par des énergies fossiles dans le pays», ajoute Christophe Moyon, installé à Bali pour Akuo.

Malgré des forages pour explorer le potentiel de la géothermie à la Réunion, cette solution n'a pas été développée dans la région française qui espère néanmoins devenir à 50 % indépendante aux énergies fossiles pour son électricité en 2020 et totalement en 2030.

D'autres îles ont bien d'autres difficultés. Malgré le potentiel des Comores pour la géothermie, le solaire et l'éolien, «il manque 10 MW de production pour électrifier toute l'île», déplore Nassur Madi, ministre de l'Énergie et de l'Industrie des Comores. Même constat pour Richard Finema, ministre de l'Énergie de Madagascar, qui rappelle que malgré le potentiel considérable en hydroélectricité de l'île (évalué à 7,8 GW), «seulement 12 % des 22 millions de Malgaches ont accès à l'électricité». Les financements manquent cruellement à ces îles pauvres, davantage que les projets d'énergie propre.

French.CHINA.ORG.CN

Madagascar : première réunion du Groupe International de Soutien

Par : Yann | Mots clés : madagascar
French.china.org.cn | Mis à jour le 09-07-2014

La première réunion du Groupe International de Soutien pour Madagascar (GIS-M) se déroulera mercredi à Antananarivo, la capitale malgache, indique un communiqué officiel publié mardi.

Co-présidée par la ministre malgache des Affaires étrangères, Arisoa Lala Razafitrimo, et la représentante spéciale et chef du bureau de liaison de l'Union Africaine (UA) à Antananarivo, Hawa Ahmed Youssouf, la réunion verra la participation des membres du gouvernement malgache et des partenaires techniques et financiers, dont les Nations Unies, l'Union Européenne (UE), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la Commission de l'Océan Indien (COI), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC).

Le GIS-M a été mis en place à l'issue de la 9e réunion du Groupe International de Contact pour Madagascar (GIC-M), tenu le 28 mars dernier à Antananarivo, et qui a comme mandat d'apporter le soutien coordonné de la Communauté internationale dans l' entreprise d'envergure des autorités malgaches, à savoir la reconstruction nationale et la relance économique, avec comme toile de fond la mise en place d'une gouvernance efficiente, a-t- on indiqué.

En avril 2009, sur fond de crise politique malgache, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a demandé la création du GIC-M chargé de mener des négociations inter-malgaches dans le cadre du processus de sortie de crise. La 9e réunion du GIC-M a décidé de transformer le GIC-M en un GIS-M, co-présidé par Madagascar et l'UA et qui se réunira au moins deux fois par an.

*Suivez China.org.cn sur **Twitter** et **Facebook** pour rejoindre la conversation*

Source: Agence de presse Xinhua

http://french.china.org.cn/foreign/txt/2014-07/09/content_32895257.html

Pêche

lexpress.mu
online. ontime.

que les principaux bénéficiaires de ce plan sont ceux qui ont décroché des contrats pour la préparation des terrains et pour les cultiver. » Il parle même de sous-location des contrats.
Gir Seechurn avance que les planteurs engagés dans de tels projets ne reçoivent rien directement en termes d'argent, mais doivent néanmoins effectuer des remboursements. Selon le contrat, chaque planteur qui fait partie du plan doit contribuer environ Rs 3 000 par arpent chaque année pendant sept ans.
Dans sa région, dit-il, le FORIP n'a pas vraiment démarré car, au fil des ans, la production de canne continue de baisser. Il y a cinq ans la production, qui était en moyenne de 20 tonnes à l'arpent, est tombée à environ sept tonnes.
Gir Seechurn demande au ministère de l'Agro-industrie de revoir son plan pour éviter que davantage de petits planteurs n'abandonnent leurs champs. «*Heureusement qu'il y a l'option* Arundo Donax», conclut-il. Ce projet concerne la plantation d'une variété de *fatak* pour la production d'énergie.



daire qu'il accepte un emploi transfer, notamment une indress Pillay n'envisage pas débat autour des subsides, il

Dominique THÉODORE

CD : Cum Dividend • ED : Ex Dividend.

OCÉAN INDIEN

Menace sur le stock de thon «albacore»



Les deux types de thon utilisés à Maurice pour la transformation pour le marché européen sont le thon jaune et le «skipjack».

LA sonnette d'alarme est tirée par une organisation intergouvernementale, la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI). Celle-ci s'inquiète du possible amenuisement du stock d'*albacore tuna* dans le bassin de l'océan Indien.

Une inquiétude exprimée dans le rapport sur les travaux de la 18e session de la CTOI qui se sont récemment déroulés au Sri Lanka. Ces travaux s'articulaient autour de l'état actuel des stocks de thon dans la région de l'océan Indien.

«*La maintien ou bien l'augmentation actuels de la prise peut potentiellement résulter en de nouvelles réductions du stock de* l'albacore tuna, *de la productivité et la quantité ramenée par unité de pêche.*» C'est ce qu'est indiqué dans le rapport de la CTOI qui est une organisation chargée de la gestion des thons et des espèces apparentées dans l'océan Indien.

Qu'à cela ne tienne, Daroomalingum Mauree, directeur des Pêches au ministère éponyme, qui d'ailleurs présidait les travaux de cette 18e session de la CTOI, a vite fait de rassurer l'industrie locale. «*Il n'y a aucune menace quant au stock du* skipjack tuna *et du* yellowfin tuna.»

Ce sont les deux types de thons utilisés par les opérateurs de l'industrie spécialisés dans la transformation du thon pour le marché européen. Ils sont respectivement la bonite à ventre rayé et le thon albacore à ventre rayé.

Par ailleurs, les membres de la Commission n'ont pu se mettre d'accord sur le sujet concernant une méthode de pêche qui peut constituer un réel danger pour la préservation et la conservation des stocks de poisson.

En effet, lorsque les pêcheurs montent leurs filets, ils peuvent ramener d'autres types de poissons que le thon. Certes, Maurice n'est pas directement concernée par les risques inhérents à ce type de pêche, indique Daroomalingum Mauree. La raison est que le pays utilise une méthode qui ne favorise, dans une large mesure, que la prise de thon.

Cependant, ce type de pêche est très courant chez les pêcheurs espagnols et français et toute implication du pays dans la prise de décisions susceptibles de mettre à mal l'Union européenne risque d'avoir des conséquences non négligeables.

Et pour cause. L'Union européenne apporte de l'argent à la caisse de l'État mauricien. Cela grâce à un accord sur le droit d'accès de l'Union européenne dans la zone économique exclusive de l'État mauricien. Cet accord est assorti d'un versement de 100 euros par tonne du tonnage de référence soit 65 euros versés par l'Union européenne et les 35 autres par les armateurs au moment de se faire enregistrer.

Il y a aussi les dépenses encourues par les armateurs d'abord pour l'enregistrement des bateaux auprès des autorités mauriciennes et ensuite celles engagées au cas où les bateaux débarqueraient leur prise à Port-Louis. Il s'agit, entre autres, des frais de carburant, de travaux de maintenance et d'amortissement de la valeur des bateaux et les frais d'équipage.

«*Un jour d'escale d'un bateau de pêche à Port-Louis pourrait coûter quelque Rs 5 millions à son armateur. La somme est plus importante si des travaux de réparation sont effectués à Maurice*», souligne Daroomalingum Mauree.

Let's make GREAT happen.

ENGEN PETROLEUM (MAURITIUS) LIMITED

DO YOU WANT TO REFUEL YOUR CAREER?

PROJECT AND MAINTENANCE SPECIALIST

Key purpose

To manage engineering and maintenance operations in retail and commercial segments and provide technical support related to retail automation installations, products and projects.

Key responsibilities

- Capital Project Management
- Maintenance Management - inspect retail and commercial sites and ensure adherence to Engen maintenance standards.
- Retail Automation Support - implement, support and monitor automation equipment.
- Procurement / Contract Management - select and manage most appropriate service providers/contractors.
- HSEQ Compliance - ensure health and safety procedures are followed by all stakeholders.

Experience & qualifications

- University Degree in Engineering.
- A minimum of 5 years experience.

Knowledge and attributes

- Strong technical background.
- Proficiency in IT.
- Customer-centric.
- Results-oriented with a sense of urgency.

Please note:

1. All applications must be submitted to the address provided below.
2. If not submitted by the closing date, your application will automatically not be considered.
3. Engen does not guarantee that you will be called for an interview or appointed by virtue of your application.
4. Engen reserves the right not to make any appointment.

Please send your CV, together with a motivation letter to recruitment@engen.mu

CLOSING DATE: 24 July 2014

With us you are Number One | ENGEN